



HAL
open science

En guise de conclusion

Jacques Fontanel, Thibault Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Thibault Fontanel. En guise de conclusion : l'économie russe face à la question de l'économie souterraine. Jacques Fontanel; Liliane Bensahel. L'économie souterraine : l'exemple de la Russie, L'Harmattan, pp.91-103, 2006, Les Idées et les théories à l'épreuve des faits, 2-296-00348-6. hal-02950133

HAL Id: hal-02950133

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02950133>

Submitted on 29 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie russe face à la question de l'économie souterraine

Jacques Fontanel, Thibault Fontanel

L'économie souterraine. L'exemple de la Russie
(L. Bensahel & J. Fontanel (Eds).

L'Harmattan
Paris, 2006.

La situation économique russe s'améliore progressivement après les crises de 1990 et 1998. L'économie de la Russie dispose d'atouts importants et incontestables, mais son histoire pèse sur la confiance des opérateurs économiques nationaux et internationaux. La thérapie de choc a été la solution prévue pour faire face à une double transition, celle d'une économie planifiée vers une économie de marché, et celle d'une économie militarisée vers une économie civile. L'économie souterraine déjà importante avant l'effondrement de l'URSS a accéléré ses activités, car le troc est une réponse à l'inflation réelle, aux arriérés de l'ensemble des entreprises, à l'instabilité du système bancaire. La corruption s'exprime aux plus hauts niveaux de l'Etat par l'ancienne nomenklatura et le processus de privatisation a permis de nombreuses fraudes et trafics d'une économie souterraine sortie du giron de l'économie officielle. Lorsque l'activité souterraine est acceptée, elle met en difficulté les activités saines et productives, avec cette forme d'évasion fiscale qui pollue les conditions de la concurrence économique.

The Russian economic situation is gradually improving after the crises of 1990 and 1998. Russia's economy has important and indisputable assets, but its history weighs on the confidence of national and international economic operators. Shock therapy was the solution provided to cope with a double transition, that of a planned economy to a market economy and that of a militarized economy to a civil economy. The already large underground economy before the collapse of the USSR accelerated its activities, because barter is a response to real inflation, to the arrears of all companies, to the instability of the banking system. Corruption is expressed at the highest levels of the state by the former nomenklatura and the privatization process has allowed numerous frauds and trafficking in an underground economy that has emerged from the official economy. When underground activity is accepted, it puts healthy and productive activities in difficulty, with this form of tax evasion that pollutes the conditions of economic competition.

Mots clés : Economie souterraine, Russie, transition économique, privatisation, corruption

Underground economy, Russia, economic transition, privatization, corruption.

La situation économique de la Russie s'est singulièrement améliorée depuis la crise financière de 1998, mais elle est en retrait par rapport aux autres pays anciennement socialistes. La Russie confirme la bonne reprise de son économie après la crise financière d'août 1998 et elle crée un environnement favorable au développement des échanges commerciaux et aux investissements en Russie. Cependant, dès 2001, on a assisté à une revalorisation du rouble en termes réels, ce qui a favorisé une inflation des coûts pour les entreprises, facilitant une augmentation des importations et mettant un terme à l'expansion de la production industrielle. Si la croissance de la consommation s'est située autour de 9% annuels, l'investissement est resté faible (2,5% l'an). C'est donc essentiellement l'augmentation des prix internationaux de l'énergie et des matières premières qui ont pris le relais de la croissance (qui s'est maintenue autour de 5% en 2001 et 2002) et qui permis à la Russie de préserver ses revenus.

Pour la Coface, la Russie bénéficie d'importantes ressources naturelles, une force de travail très qualifiée, une législation en amélioration, un pouvoir étatique pratiquement rétabli et la volonté du pays de redevenir une puissance régionale et nucléaire. La situation financière, dopée par le prix du pétrole, s'est améliorée. Les comportements de paiement des entreprises dans les échanges internes se

normalisent. Le stock d'impayés qui était de 50% en 1998 était de 14% en 2003. Cette situation réduit le troc, elle favorise la monétisation de l'économie et elle renforce la valeur du rouble par la confiance que lui accordent les citoyens russes.

Tableau 1

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES (EN MILLIARDS DE DOLLARS OU EN POURCENTAGE)

Indicateurs milliards \$	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Croissance économique %	5,4	9,0	5,0	4,3	6,5	4,7
Inflation %	36,5	20,2	19,0	15,0	13,1	13,0
Solde public %	-1,6	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0
Exportation	63,6	91,2	86,5	91,0	107,7	104,9
Importation	29,2	31,4	40,7	49,0	64,0	74,0
Balance commerciale	34,4	59,8	45,8	42,2	43,8	30,8
Balance courante	22,0	44,2	30,0	27,0	27,7	12,6
Dettes extérieures	159,0	140,1	131,4	146,3	165,3	175,9
Service dette/exportations %	27,4	21,5	20,2	18,7	16,1	19,6
Réserves en mois/importations	2,0	5,1	5,7	6,8	8,6	9,3

Source : Coface 2004.

I. – L'ECONOMIE RUSSE DISPOSE D'ATOUTS INCONTESTABLES

L'économie russe a des atouts dans le domaine des facteurs de production et des richesses naturelles.

– La Russie dispose d'une main-d'œuvre qualifiée abondante et disponible. La croissance actuelle donne espoir et les Russes retrouvent, avec notamment l'arrivée d'entrepreneurs étrangers, le goût du travail et l'envie d'aller vers l'avant. Les coûts salariaux sont relativement peu élevés (si une hausse prévisible dans les prochaines années, ils devraient rester inférieurs à la moyenne européenne au moins pendant une dizaine d'années). Cette opportunité d'obtenir une main-d'œuvre moins chère est un point stratégique pour l'entreprise.

– Il existe en Russie une paix sociale incontestable (sauf dans la région de la Tchétchénie). Il fallait avant toute chose que la Russie se réconcilie avec son passé, qu'elle règle les problèmes internes qui représentaient un poids et une barrière pour l'entrée des capitaux étrangers.

– Il s'agit d'un pays d'avenir, qui est le plus grand pays du monde, disposant de ressources naturelles énormes (régions très riches en minerais et en pétrole, encore inexplorées ou mal explorées). Cette richesse du sous-sol constitue un facteur important de confiance dans l'économie de ce pays, surtout si l'on constate les incertitudes qui portent sur les réserves pétrolières et sur certains métaux. L'accroissement de la population mondiale et de ses exigences en matière de niveau de vie porte à s'interroger sur la disponibilité en ressources, notamment énergétiques et alimentaires, ou encore sur la question des espaces libres, de l'eau ou de la qualité de l'air respirable¹. C'est un thème récurrent du malthusianisme, qui certes n'a pas encore (et heureusement) trouvé de réponse positive, mais la confiance peut rapidement s'effriter si les exigences des pays en développement rejoignent celles des pays développés.

– Le marché russe est intéressant, avec des positions frontalières avec les pays de l'Europe du Nord et Occidentale, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est. Le pays est une ouverture sur un monde pas toujours bien exploré économiquement et commercialement. Pour les économistes libéraux, ce ne sont pas les marchés qui conduisent à l'internationalisation, mais les coûts croissants des technologies, de l'investissement et des infrastructures sociales. Il faut ajouter les contraintes légales, fiscales ou culturelles des marchés nationaux. À moins que le coût du capital ne s'applique à des marchés suffisamment larges, les coûts unitaires ne peuvent pas descendre suffisamment et assez vite pour fournir des retours sur investissements acceptables. De ce fait, les alliances stratégiques et les « *joint-ventures* » se sont développées en importance et en nombre. Les acquisitions à l'étranger sont parfois un moyen moins coûteux pour entrer sur des marchés étrangers. Elles tendent ainsi à réduire l'incertitude et les risques, à accroître le potentiel de R&D, à partager des coûts, à diversifier les activités et à entrer dans de nouveaux marchés. La diversification accroît simultanément le retour sur investissement et elle réduit les risques. La Russie constitue un bon compromis, à condition que les règles administratives soient bien respectées.

– La Russie souhaite intégrer l'OMC et elle participe à l'Espace européen élargi.

– Le Gouvernement, pour lutter contre la baisse de l'investissement, a agi directement dans certaines branches. En Russie, les inves-

tissements publics², les subventions ou les crédits à l'exportation ont clairement favorisé l'aéronautique, l'industrie nucléaire et spatiale ou l'électronique, et les barrières douanières ont protégé les secteurs automobiles, du rail ou des machines agricoles, et l'industrie légère. Cependant, l'adoption d'une politique industrielle sélective est peut-être prématurée, compte tenu du pouvoir des groupes d'intérêts et du gaspillage potentiel qu'elle implique.

– La Russie a une culture connue et reconnue qui rayonne dans le monde, sans pour autant être dominant. Elle constitue l'une des alternatives possibles à l'homogénéisation excessive engendrée par le processus de globalisation.

Tableau 2

NIVEAU DE VIE ET POUVOIR D'ACHAT

Indicateurs	Russie	Moyenne régionale	Moyenne PED
PNB/habitant (PPA)	6 880	8 420	6 778
PNB/habitant (dollars)	1 750	3 544	3 568
Indice de Développement Humain	0,779	0,810	0,708
% revenu national détenu par les 10 % les plus aisés	36	25	33
% population urbaine	73	61	60
% des moins de 15 ans	18	19	31
Téléphones pour 1 000 habitants	243	280	157
Ordinateurs pour 1 000 habitants	50	101	66

Source : Coface 2004.

La Russie dispose d'un énorme potentiel de développement, principalement dans les PME et les PMI russes qui sont des acteurs économiques très demandeurs de partenariats avec leurs homologues européens et notamment français³. Aujourd'hui, les opérations de « *joint-ventures* » sont rendues plus probables, depuis que les lois protégeant le partenaire étranger ont été améliorées. D'ailleurs, la Russie a toujours été un marché important pour les entreprises occidentales, françaises en particulier. Ces critères structurels apparaissent aujourd'hui

² Malle S. (1994), « La privatisation en Russie : spécificité, objectifs et agents », in Lavigne M. (Ed.), *Capitalismes à l'Est : un accouchement difficile*, Paris, Economica ; Malle S. (1996), *Russia Five Years Later : an Economic Assessment*, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

³ GOSKOMSTAT (1999, 2000, 2002), Publication annuelle, Social'noe polozenie y uroviem zizni naselenija Rossii : statisticeskyi sbornik (« La situation sociale et le niveau de vie de la population en Russie : rapport statistique »), Moscou.

d'hui d'autant plus importants aux investisseurs que la Russie affiche, depuis trois ans, des indicateurs macroéconomiques en amélioration constante.

II. – L'HISTOIRE DE LA RUSSIE PESE SUR LA CONFIANCE DES OPERATEURS ECONOMIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

La thérapie de choc s'est avérée trop douloureuse. Le marché n'avait encore jamais fonctionné comme système en Russie et, pendant 70 ans, l'économie avait été dominée par le pouvoir communiste et militariste. Quand en 2 janvier 1992, Yegor Gaidar a lancé la thérapie de choc, peu d'attention a alors été portée aux besoins immédiats du peuple (revenus, mais aussi éducation, santé, science et culture) et au pré requis des entreprises russes pour faire face aux ajustements nécessaires à l'économie de marché⁴. Les arriérés des salaires et le non-paiement des contrats gouvernementaux ont accentué les coûts sociaux supportés par la grande majorité des Russes.

– Dans le cadre du consensus de Washington, le FMI exigeait souvent l'austérité et le « laissez faire ». Le programme de Gaidar correspondait comme « une copie carbone »⁵ au modèle de réforme du FMI. La Russie est allée bien plus loin que les autres pays dans le respect de ces principes du consensus de Washington. Les subventions aux biens de grande consommation ont été abolies. L'ouverture économique des frontières a été assurée. Le budget de l'Etat s'est effondré, emmenant avec lui les financements militaires, éducatifs, culturels, de la santé, du logement ou du transport. Pour Wladimir Andreff⁶, le courant libéral, aux analyses fondées sur de trop simples conclusions de théorie micro-économique, n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'Union soviétique. Or, la thérapie de choc⁷ ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des

⁴ Arbatov G. (2001), "Origins and Consequences of « Shock Therapy »", in Pomer M. (2001), "Introduction", in Klein L.R. and Pomer M. (Eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreward by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, California, pp. 171-178.

⁵ Arbatov G. (2001), "Origins and Consequences of « shock Therapy »", in Pomer M. (2001), *Ibid.*, p. 172.

⁶ Andreff W. (1996), *Inertial Aspects of the Transformation Process*, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

⁷ Goldman M.I. (1998), « La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? » in *L'avenir de l'économie russe en question*, Grenoble, PUG.

infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, lois et tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Les réformes sont passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale.

— Pendant l'URSS, la théorie du « *Public Choice* » s'imposait, après la thérapie de choc, le « *Private Choice* » était devenu la règle. Avec la politique de libéralisation et l'inflation galopante, les citoyens se sont fait dépouiller de leurs économies. La privatisation a été dépendante des hasards politiques et des risques de distribution. Les « effets pervers » sont apparus, avec une redondance des travailleurs ou l'incompétence des managers. Au fond, ce système ne pouvait guère fonctionner, puisqu'il ne permettait guère l'expression de l'initiative privée et de l'innovation. La violence de la prédation a surpris le monde entier et cette situation, bien ancrée dans la mémoire collective de l'effondrement de l'Union soviétique, reste encore très forte dans la confiance limitée que les milieux internationaux accordent à la Russie.

— La Russie a dû faire face à une double transition, d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une économie militarisée à une économie civile. L'effet économique a été dévastateur. En 1998, le PIB russe était encore de moitié celui de 1990, avec l'existence de situations de crise dans presque tous les secteurs de l'économie. L'industrie russe n'était même plus capable d'être compétitive sur son propre marché. Un processus de criminalisation et de paupérisation s'est développé. En 2000, on considérait que le quart de la population était dans une situation désespérée, alors que 15% seulement de la population avait vu sa situation s'améliorer depuis 1991⁸. Depuis 1989, alors que le PIB de la Chine a presque doublé, celui de la Russie a baissé. Alors qu'au début de la période le PIB russe était presque deux fois supérieur à celui de la Chine, en 2000 il est d'un tiers plus petit⁹.

⁸ Si la thérapie de choc a fonctionné en Pologne de Lech Walesa, il faut rappeler que les conditions objectives étaient différentes, avec une vraie culture du marché ancienne et jamais achevée, une agriculture largement privatisée, une population émigrante forte de retour au pays ou qui ont apporté des soutiens financiers. Mais les Polonais n'en ont plus voulu, malgré les efforts sociaux alors entrepris (qui n'ont jamais été engagés à l'identique en Russie).

⁹ Stiglitz J.E., Preface, in Klein, L.R. and Pomer, M. (Eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreward by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, Stanford, California.

L'aide internationale des grandes instances intergouvernementales ne s'est pas avérée très efficace. Pour Stanley Fisher, il fallait principalement développer la privatisation, libéraliser l'économie, améliorer le droit des affaires et du patrimoine, améliorer la gestion du marché des capitaux, favoriser la mise en place d'un secteur bancaire efficace, promouvoir la rentabilité agricole et combattre la corruption, la bureaucratie et l'arbitraire. En fait, la Russie a sans doute été abusée par les conseils du FMI¹⁰. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'on attendait, la spéculation de court terme prime toujours sur l'investissement et les capitaux ont continué à fuir¹¹. Aussi longtemps que les transactions domestiques sont démonétisées et portées par « l'économie souterraine », la stabilisation macroéconomique continue à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraîne vraisemblablement pas la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie¹². La Russie avait besoin d'investissements directs de l'étranger¹³ (notamment dans les domaines des technologies avancées), créateurs de nouveaux emplois et de nouveaux revenus et acteurs de la restructuration industrielle.

– La dépendance de la Russie vis-à-vis des cours des matières premières sur les marchés internationaux s'est renforcée ces dernières années et fait craindre que la Russie ne tombe dans le « piège de la rente ». En effet, les secteurs pétroliers et gaziers absorbent encore la plus grande part des investissements en Russie et les prix élevés de l'énergie sur les marchés mondiaux, en favorisant une amélioration de la conjoncture économique, contribuent à masquer la nécessité des réformes économiques. La question est aussi de savoir qui bénéficie de ces ressources naturelles¹⁴. La plupart de ces entreprises ont été privatisées. Or, la rente aurait pu servir au gouvernement pour satisfaire les besoins des contribuables et des fonctionnaires. Le gaz

¹⁰ Fisher S. (1998), « L'avenir de l'économie russe », in *L'avenir de l'économie russe en question*, J. Fontanel, Grenoble, PUG.

¹¹ Samson I. (1998), « La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? », *idem*.

¹² Braguinsky S., (1998), « Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe », *id.*

¹³ Braguinsky S., *idem*.

¹⁴ Pomer M. (2001), "Transition and Government", in Pomer M. (2001), "Introduction", in Klein L.R. and Pomer M. (Eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreward by Mikhail Gorbatchev, Stanford University Press, California.

naturel a éclipsé le pétrole (dont la production a baissé du fait des équipements et des pipelines détériorés).

III. – LES DYSFONCTIONNEMENTS DE L'ECONOMIE RUSSE SONT ENCORE TRES IMPORTANTS

Avec le changement du système de prix, les entreprises russes n'étaient pas entraînées à la concurrence, ce qui explique leur faible réaction à l'invasion des produits étrangers. Sans expériences managériales, sans ressources financières suffisantes, avec un système social porté par les entreprises, la compétition était trop inégale. La démonétisation a conduit à un système particulier, avec les arriérés, le troc, les devises et le rouble. Les firmes préfèrent ainsi mettre leur argent hors Russie et engager des transactions échappant au contrôle du fisc. Depuis la mise en place de la politique de transition vers un système économique concurrentiel, les marchés russes ont eu moins d'importance économique que le fonctionnement des vieux réseaux, lesquels évitent le contact direct avec le marché ouvert.

– Le troc est souvent lié à l'inflation rapide. L'imposition de sanctions légales contre le troc a conduit à un déclin additionnel de la production et à un coût social élevé. Les intermédiaires du troc constituaient en outre un groupe de pression très fort pour perpétuer le système. On a pu mélanger les deux modalités de paiements dans une même entreprise, selon les conditions de réalisation de l'échange. La peur de l'inflation favorise le maintien du troc. Il s'agit bien d'une trappe institutionnelle

– Les arriérés ont été considérables¹⁵. Il en résulte une avalanche d'arriérés mutuels, avec l'application de la règle « *Si vous ne pouvez pas payer, ne réclamez pas vous-mêmes les paiements des autres* ». L'application de la loi de la faillite est bloquée par ce processus, qui favorise le troc et l'évasion fiscale. Les arriérés produisent des subventions cachées aux unités de production inefficaces. Au fond, tout le monde devient créancier et débiteur. Dans un pays où les arriérés de salaires sont coutumiers, les ménages deviennent les créanciers directs et indirects des secteurs insolubles, réduisant ainsi

¹⁵ Polterovitch V.M. (2001), "Institutional Traps", in Pomer M. (2001), "Introduction", in Klein L.R. and Pomer M. (Eds.), *The new Russia. Transition gone awry*, Preface by Joseph Stiglitz, Foreward by Mikhail Gorbatchev, Standford University Press, California.

leur consommation. Les compensations n'ont pas d'effet sur le système établi des subventions cachées, car ils ne décroissent les arriérés accumulés que dans le court terme. Enfin, les subventions aux firmes inefficaces (*bad debts*) révèlent de plus profondes racines à l'essor des arriérés. Les anciennes entreprises des économies en transition, souvent faiblement compétitives, ont recours à ce procédé. Progressivement, les arriérés sont ainsi légitimés et entrent dans les stratégies des firmes. Il en résulte des graves problèmes pour identifier les entreprises inefficaces. Si l'entreprise non rentable peut survivre, c'est au détriment de celles qui ont des opportunités économiques importantes dans l'économie de marché. Si les arriérés sont dus à l'inefficacité du secteur endetté, celle-ci est financée par le secteur créancier net. Dans ces conditions, le vol direct, la corruption et la fuite des capitaux ont un impact encore plus dramatique sur l'économie.

— Faute de confiance dans l'Etat russe, le système bancaire a beaucoup de difficulté à se mettre en place. Souvent, ces banques contrôlent les firmes leaders et sont les seules prêteuses. Il s'agit de prêts internes. Il y a un double hasard moral : les banques sont plus vulnérables à l'insolvabilité car elles n'ont pas suffisamment d'indépendance pour rejeter les prêts non justifiés, ce qui met les déposants devant un risque accru. De même, le gouvernement est vulnérable, car il se doit de protéger les déposants et prévenir un effondrement financier très dommageable. La principale source de support était les crédits de la banque centrale aux banques captives et aux entreprises souvent déficitaires.

— L'Etat a été mis au service de l'ancienne nomenklatura¹⁶. Il s'agit de combattre la corruption, mais aussi de réduire le champ d'action économique de l'Etat. Aujourd'hui, les managers sont sujets à la violence des organisations criminelles de racket. Or, c'est la tâche du gouvernement d'assurer la sérénité des affaires, de définir les standards, de disséminer la connaissance concernant les progrès technologiques ou d'instituer les règles de la comptabilité. Il faut créer aussi les institutions intermédiaires pour faciliter la fluidité de la rencontre de l'offre et de la demande. La corruption ou le clientélisme en sont les avatars principaux qui discréditent l'action de l'Etat. La théorie du *Public Choice*, très influente dans la science politique,

¹⁶ *Courier International*, n°273 (1996), « La Russie gouvernée par ses banques. Comment la Nomenklature s'est lancée dans l'édification du capitalisme », (R), 25-31 janvier 1996, pp. 36-38.

conteste les présupposés économiques de l'intérêt collectif que représente l'Etat. La privatisation était alors analysée comme un succès en soi et non pas comme un moyen pour des fins plus fondamentales. Au fond, la propriété privée était perçue comme l'objectif, au même titre que l'essor des valeurs démocratiques.

Le processus de privatisation qui a privilégié la propriété des actions du personnel (51% des actions) a été choisi par 82% des entreprises¹⁷. En fait, le coût du contrôle de gestion est trop élevé pour les petits porteurs qui ont rapidement vendu leurs parts, permettant ainsi une concentration du capital, qui a bénéficié principalement aux autres actionnaires, le recours à la vente à l'extérieur étant une option faiblement utilisée. Il en a résulté une recherche de stratégie rentière, alors même que la privatisation supposait de nouveaux comportements et financements. Ainsi les droits de propriété fondés sur l'*usus* et le *fructus* ont été transférés à ceux qui exerçaient déjà le pouvoir économique dans l'entreprise, et qui l'ont élargi à l'*abusus*.

– Les réformes votées ne sont pas appliquées, car les acteurs économiques et régionaux n'ont pas toujours intérêt à ce qu'elles le soient. Le cadre juridique, malgré les efforts est encore instable et trop réglementé. Il existe une production inquiétante de normes et de procédures, véritables labyrinthes particulièrement dissuasifs de toute activité industrielle et commerciale. L'administration a conservé un comportement bureaucratique, adepte de contrôles nombreux, minutieux et d'un intérêt économique inconnu. Cette situation conduit à de nombreuses démarches, des délais supplémentaires et donc des coûts accrus, particulièrement lourds dans certains secteurs, pour les entreprises. Selon l'OCDE, la Fédération de Russie comptait, en 2001, près de 2000 différents types de licences. De même, les procédures de certification des produits apparaissent à la fois disproportionnées et inutiles (80% des produits en circulation en Russie), mais la plupart d'entre eux ne seraient pas conformes à la réglementation et seraient même parfois des faux.

– Concernant les douanes, l'opacité et la lenteur des procédures ainsi que certains comportements arbitraires sont souvent dénoncés par les entreprises. Cette tendance s'est encore renforcée depuis 2001 et des procédures plus lourdes de dédouanement ont été mises en place afin de lutter contre les importations frauduleuses. « *L'European Business Club* » dénonce le manque de transparence et de

¹⁷ Andreff W. (1996), *Inertial Aspects of the Transformation Process*, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

prévisibilité des procédures, le code douanier laissant encore une grande place aux décisions discrétionnaires.

– La faiblesse des institutions de justice est symptomatique. Aujourd'hui, malgré les efforts pour en réduire les expressions, le crime organisé est resté très puissant. Il s'appuie sur la terreur, la dissuasion, la corruption. Les criminels ont parfois besoin des hommes d'affaires pour investir leurs richesses. En retour, ceux-ci se servent du crime organisé pour faire respecter les engagements des clients et fournisseurs. La corruption et la criminalisation en Russie a créé un environnement économique corrosif.

– Le climat des affaires reste incertain. Les poursuites lancées contre l'entreprise Yukos et ses dirigeants pourraient freiner les projets d'investissements étrangers et montrent que les luttes de clans se poursuivent. Les oligarques ont mené une politique désastreuse de prédation et les conflits territoriaux et ethniques assombrissent le bilan pacifique de la Russie. Cette situation crée un risque particulier. Les résultats économiques de la Russie ne sont pas très « valorisés » par les opérateurs internationaux. C'est un indicateur inquiétant, qui contraste la confiance accordée aux pays d'Europe centrale et orientale et plus généralement à la plupart des pays en transition. Le progrès est souvent mesuré par la capacité de développement des petites et moyennes entreprises, avant-garde du secteur privé. Or, la Russie n'est pas très performante à cet égard, du fait de l'importance des obstacles rencontrés par les petits entrepreneurs pour s'installer, difficultés qui s'apparentent par ailleurs à celles que rencontrent les investisseurs étrangers.

IV. – DANS CE CONTEXTE, L'ECONOMIE SOUTERRAINE RESTE PUISSANTE, MALGRE LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE « OFFICIELLE »

L'économie souterraine est, par définition, difficile à caractériser. Elle s'applique à l'ensemble des activités productrices licites non déclarées (entraide familiale, troc, services entre voisins, autoproduction ou « *do it yourself* », fraude et évasion fiscales), mais aussi toutes les activités illégales (trafics de stupéfiants, d'armes ou de cigarettes, proxénétisme mais aussi produits détournés par les employés d'une entreprise). En Italie, on peut même parler d'un système industriel « au noir ». L'économie souterraine s'inscrit en dehors des activités normales du marché et du contrôle de l'Etat.

De ce fait, la comptabilisation de ces activités s'avère particulièrement délicate, puisqu'elles ne se prêtent à aucune statistique officielle. Le décalage est de plus en plus grand entre la richesse saisie par l'appareil statistique national et la richesse réelle. Les activités souterraines représentent sans doute 10% du PIB des États-Unis et plus de 30% du PIB italien. Au fond, il s'agit d'une véritable énigme. Pour la Russie, compte tenu de l'importance du troc et des activités parallèles en 2000, on pouvait estimer à près de 50% l'importance des activités souterraines¹⁸.

Dans les pays en transition, l'économie souterraine s'est développée pour cinq principales raisons :

1. – Les entreprises ont rarement pu faire confiance aux tribunaux pour faire valoir leurs droits face aux pratiques illégales.
2. – Le secret des affaires offre une tentation pour éviter les coûts relatifs aux activités publiques. Dans ce contexte, l'entreprise se propose de ne pas participer au financement des activités et productions de services publics, sans pour autant en refuser les avantages lesquels, par nature, ne peuvent pas être exclus de leur consommation.
3. – Les impôts et taxes sont jugés très élevés par les entreprises qui cherchent alors à obtenir les avantages de l'action publique sans pour autant contribuer à leur financement.
4. – L'économie souterraine naît aussi parfois du comportement prédateur des responsables politiques et bureaucratiques des États, qui cherchent à recevoir des contributions illicites du pouvoir conféré par leurs fonctions.
5. – Les entreprises cachent une partie de leurs revenus pour éviter les mesures d'extorsion des groupes criminels. Dans ce contexte, l'État ne fait pas son travail de protection des activités économiques licites.

Or, les activités souterraines donnent une image positive ou négative d'un pays. Une analyse économétrique intéressante met en évidence l'importance de la corruption bureaucratique, l'influence de la protection de la mafia sur les milieux de l'entreprise, la faible confiance des agents économiques dans la protection des activités productives face aux activités illégales et l'importance du taux de taxation réel de

¹⁸ Johnson S., Kaufmann D., McMillan J., Woodruff C. (2000), "Why firms hide ? Bribes and unofficial activity after communism", *Journal of Public Economics*, 76 (2000), Elsevier Science, pp. 495-520.

l'Ukraine et de la Russie en comparaison avec les économies de la Pologne, de la Slovaquie et de la Roumanie¹⁹.

Si la pratique de l'économie souterraine procure des gains faciles pour ses utilisateurs, les conséquences économiques sont importantes sur le corps social. Ainsi, l'évasion fiscale pénalise les individus qui paient normalement les impôts et le travail au noir crée les conditions d'une concurrence déloyale. De même, les employés ne bénéficient d'aucune protection sociale et les consommateurs ne disposent pas de garantie. Dans ce contexte, le tricheur est gagnant, ce qui provoque une augmentation de la propension à échapper aux règles sociales et un affaiblissement certain du consensus social nécessaire aux démocraties. L'économie souterraine mine les piliers du développement économique lorsqu'elle se généralise. Certes, dans certains pays en développement, certaines formes de travail souterrain, dans les premières périodes de vie d'une activité, peuvent produire des résultats positifs intéressants. Cependant, lorsque cette activité souterraine devient la norme, elle empêche les activités saines et productives de se développer dans le cadre d'une concurrence généralisée. Les pouvoirs publics sont amenés à lutter contre ce développement, sous peine d'accepter un accroissement des activités illégales qui remettent en cause la stabilité politique et économique de l'économie nationale.

¹⁹ Johnson S., Kaufmann D., McMillan J., Woodruff C. (2000), "Why do firms hide? Bribes and unofficial activity after communism", *Journal of Public Economics*, 76 (2000), Elsevier Science, pp. 495-520.

Bibliographie

- Andreff, W. (1996), *Initial Aspects of the Transformation Process*, Tacis-Prometee, Moscow 16 March.
- Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of « Shock Therapy » in *The new Russia ; Transition gone awry*, (Klein and Pomer, Eds.), Standford University Press.
- Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en questions* (Jacques Fontanel, T.ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2001), *Economie du désarmement*, Pax Economica, Grenoble.
- Courrier international (1996), *La Russie gouvernée par ses banques. Comment la Nomenklatura s'est lancée dans l'édification du capitalisme ?* Janvier.
- Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question* (J. Fontanel, Ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Fontanel, J., 1993. *Economistes de la paix*. Presses Universitaires de Grenoble
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M., (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3)
- Fontanel, J. , Gaidar, E. (1998), *L'avenir de l'économie russe en questions*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Fontanel, J. (2001), *Economie du désarmement*, in *Economie du désarmement* (Coulomb, Fontanel, eds). Pax Economica.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). Civilisations, globalisation et guerre. *PUG, Presses Universitaires de Grenoble*
- Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale, in *L'avenir de l'économie russe en questions* (Jacques Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Goskomstat (1999, 2000, 2002, 2004), *Social'noe polozenie y urovien zizni naselenija Rossii : statisticeskyi sbornik*, Moscou.
- Johnson, S., Kaufmann, D., Woodruff, C. (2000), Why do firms hide ? Bribes and unofficial activity after communism, *Journal of Public Economics*, 76..
- Klein, L.R., Pomer, M. (2001), *The new Russia ; Transition gone awry*, Standford University Press.
- Malle, S. (1994), La privatisation en Russie, in *Capitalismes à l'Est : un accouchement difficile* (M. Lavigne, Ed.), Economica, Paris.
- Malle, S. (1996), *Russia Five Years Later*, Tacis-Pometee, Moscow, 126 March.
- Polterovitch, V.M. (2001), Institutional Traps, in *The new Russia ; Transition gone awry*, (Kein and Pomer, Eds.), Standford University Press.
- Pomer, M. (2001), Transition and Government, in *The new Russia ; Transition gone awry*, (Klein and Pomer, Eds.), Standford University Press.
- Samson, I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? *L'avenir de l'économie russe en questions* (Jacques Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4),